

Renseignement terrestre : avenir et enjeux

La **fonction renseignement** est l'une des quatre fonctions opérationnelles transverses de l'armée de terre. Son rôle est de percevoir le mieux possible les adversaires, les menaces et le potentiel d'hostilité de l'environnement afin de permettre au décideur, à tous les niveaux d'engagement, de mieux concevoir, planifier et conduire son action. Elle constitue **un des éléments de la maîtrise de l'information**.

Face à un cadre d'engagement politico-militaire qui se complexifie et à des menaces qui se diversifient et paraissent parfois insaisissables, cette fonction est soumise à un regard critique marqué et une forte pression à l'évolution, au moins au niveau du discours. Elle a cependant déjà entrepris **une évolution significative** qui se déroule par étapes et les articles ci-dessous montrent comment, selon les domaines et les circonstances, ces évolutions mûrissent.

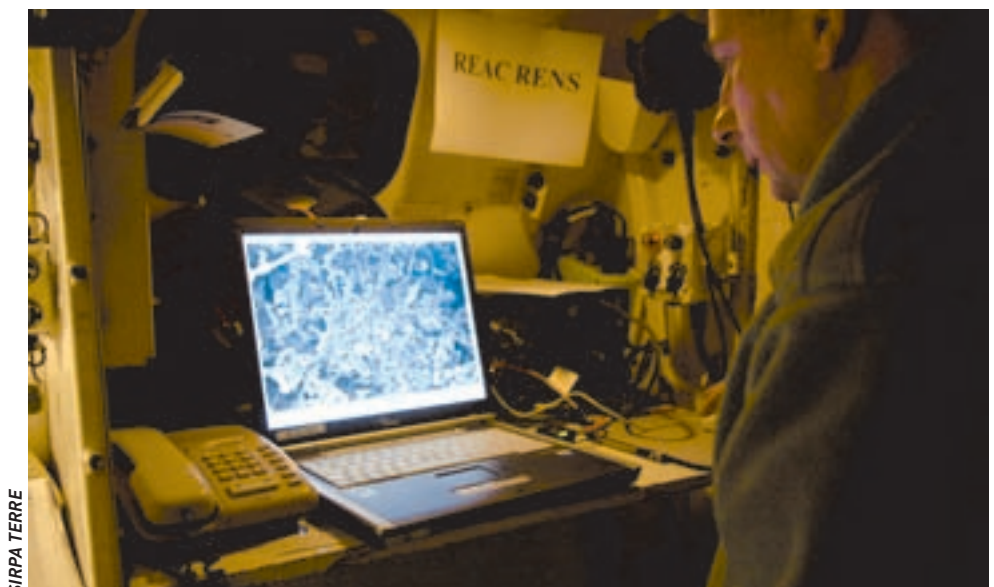
Sans développer la caractérisation des menaces actuelles, présentée sous différents angles dans d'autres articles, celui-ci présentera les axes d'effort de l'évolution du recueil de l'information, puis celui des méthodes et outils d'exploitation. Il conclura par un éclairage sur les questions d'organisation de la fonction, ce dernier éclairage restant synthétique à un moment où l'armée de terre est davantage en situation de consolidation des acquis.

L'accent de cet article sera porté sur **les capacités terrestres**, mais il est clair aujourd'hui que l'engagement des forces terrestres ne saurait se concevoir que **dans un cadre interarmées et le plus souvent multinational**, ce qui est illustré de manière permanente dans le renseignement. Divers articles de ce numéro y feront d'ailleurs référence.

PAR LE COLONEL JEAN-FRANÇOIS COPPOLANI, CHEF DU BUREAU RENSEIGNEMENT DE LA DEO DU CDEF

Une recherche adaptée à la perception des comportements humains

Dans la conception nationale, l'engagement terrestre, à une époque où il ne subsiste que peu de risques d'engagement majeur conduisant à un choc frontal des volontés susceptible de montée aux extrêmes, doit se concevoir dans le cadre d'un emploi mesuré de la force pour la maintenir au niveau de violence juste nécessaire à l'atteinte de l'objectif politico-militaire.



SIRPA TERRE

Dans les **phases de stabilisation** qui représenteront sans doute à court terme la **forme la plus vraisemblable et la plus fréquente des engagements** de l'armée française, il s'agira avant tout de **comprendre l'environnement humain**. Il faut, en premier lieu, y détecter les facteurs d'hostilité envers la force terrestre qui y sera déployée, identifier les acteurs potentiels d'hostilité, puis, selon le besoin, les suivre et fournir le renseignement permettant de les neutraliser ou les détruire. Il n'est pas inutile non plus d'apprécier la réceptivité des populations à notre action (capacités d'adhésion et de coopération), ni même de pouvoir percevoir les besoins de ces populations, notamment pour les actions d'assistance, que l'on retrouve, à des degrés divers, dans toutes les phases du "continuum des opérations".

Cela implique **deux domaines d'action pour le renseignement**, différents dans leur traduction en actes et tâches, mais qui se complètent dans leurs effets :

- d'une part, un **renseignement de précision** sur les adversaires à maîtriser (eux, et pas leurs voisins susceptibles de devenir des victimes collatérales) et sur les points d'application de la force : vulnérabilités adverses, armements/équipements/logistique/infrastructures à détruire. Cela permettra un "engagement de précision", nécessaire par exemple dans la lutte contre les actions terroristes et heurusement permis par le développement de munitions de précision.
- d'autre part, un **renseignement d'environnement**, pour acquérir et assimiler les facteurs culturels, politiques, religieux, sociaux et économiques permettant d'offrir la

compréhension du milieu d'engagement. Cette compréhension permettra ainsi au chef d'anticiper l'action des groupes humains et, notamment, d'appliquer des effets immatériels pour l'orienter dans le sens recherché.

Cette exigence se traduit en **plusieurs impératifs de progrès**.

Il faut, tout d'abord, **une implication plus marquée de l'ensemble des acteurs** d'une force terrestre dans la vigilance envers le milieu d'engagement, dans le recueil et la recherche du renseignement d'alerte, dans sa diffusion le plus rapidement possible au sein d'une unité tactique ainsi que sa remontée rapide aux B2 pour offrir aux chefs interarmes l'image de situation dont ils ont besoin. Cet effort commence à la base, et l'action menée au profit de la mise en évidence du rôle de l'ORCT et sa reconnaissance en organisation en sont une illustration. Pour sa part, le CFAT a souligné, dans sa "directive pour la conduite de la préparation opérationnelle", le rôle de l'instruction collective renseignement et le rôle pivot que devaient y jouer les ORCT.

Cette **culture renseignement** est également **à diffuser à l'ensemble des niveaux de responsabilité**. En effet, chaque chef est responsable de la recherche et de l'élaboration du renseignement à son niveau et doit se donner les moyens d'assumer cette responsabilité.

Il y a lieu, ensuite, de **réfléchir à un accroissement de notre capacité de recherche humaine** pour pouvoir acquérir cette compréhension du milieu humain, le capteur humain restant, à ce jour, le meilleur vecteur à cet effet. Chacun peut avoir sa part dans cet effort, du plus spé-

cialisé au moins spécialisé, des unités d'éclairage et de reconnaissance jusqu'à ceux en charge du "traitement de sources". Il faut seulement ne pas confondre le savoir-faire et les domaines d'emploi des uns et des autres, gages d'un professionnalisme nécessaire dans des métiers de plus en plus sensibles. Nos alliés américains, confrontés à un cadre d'engagement particulièrement difficile, ont su mettre sur pied un RETEX rapide, efficace et sachant déboucher sur des mesures concrètes et profondes, permettant ainsi de prendre des mesures d'envergure dans ce domaine, malgré les obstacles. Certes, pour eux comme pour nous, la disponibilité des interprètes reste un problème, mais il faut continuer à chercher des solutions.

L'homme moderne, y compris sous des latitudes éloignées, a besoin de communiquer et se laisse gagner par la facilité des **systèmes de communication civils modernes**. Cela reste vrai en grande partie pour les acteurs des menaces asymétriques, qu'on les appelle guérilla, partisans, mouvements terroristes ou autres, et cela leur offre de grandes possibilités par rapport à leurs "anciens", mais cela leur crée également des **vulnérabilités** que peuvent exploiter nos moyens de guerre électronique et de ROEM.

Le renseignement technique conserve donc tout son rôle et sa contribution à la connaissance des réseaux adverses reste indispensable : la presse rapporte régulièrement comment en Tchétchénie, Palestine etc., certains éléments ont été repérés et neutralisés par des interceptions de télécommunications. Quant à la "guerre de l'ombre", on peut être sûr qu'elle produit des résultats dont elle ne fait pas état. Nos **capacités d'interception et**

d'analyse évoluent ainsi pour coller à la menace, malgré les difficultés rencontrées, et demandent de plus en plus un "soutien technique" dans un cadre interarmées piloté par la DRM, voire interservices, ce qui est formalisé dans le concept de "ROEM tactique" en cours de mise au point.

La **recherche par imagerie** continue à se développer et l'entrée prochaine en service du DRAC¹ apportera aux unités de mêlée et d'appui une capacité d'observer en sécurité "au-delà de la ligne de crête", leur offrant ainsi une allonge sensible de leur capacité d'éclairage et de reconnaissance.

En fait, toutes ces capacités sont nécessaires et se valorisent mutuellement grâce au concept de **"synergie multi-capteurs"** déjà éprouvé par la brigade du renseignement depuis de nombreuses années. Il trouvera sa pleine réalisation **dans la mise en application du principe SA2R²**, qui sera permise par la réalisation de la NEB dans le renseignement, puis l'entrée en service de logiciels d'aide à l'analyse, si possible de fusion.

Le développement de nos capacités d'exploitation

Cependant, si chercher du renseignement c'est bien, "savoir quoi en faire" c'est mieux. **La vraie difficulté du renseignement, aujourd'hui plus qu'hier, est l'exploitation des informations recueillies**. Dans les "opérations de haute intensité" d'avant, reconstituer le dispositif adverse en se demandant où était le fameux BCA³ censé matérialiser l'axe d'effort de la DFM "CARMIN" a fait transpirer de nombreux officiers de B2. Cela semble, aujourd'hui, une sinécure en regard de la simple description de la "menace asymétrique" dans les théâtres où elle est

sérieusement présente, a fortiori s'il faut fournir une évaluation des actions adverses possibles, qu'on continue à les appeler ME ou non. Les difficultés des actions de renseignement en Côte d'Ivoire, en Irak et en Afghanistan, par exemple, sont déjà présentes dans la recherche, certes. Elles concernent aussi largement l'exploitation, c'est-à-dire la compréhension des populations, la reconstitution des réseaux des acteurs hostiles, l'identification de leur "manœuvre" et la détection des actions de violence qu'ils peuvent préparer.

Un effort significatif de formation est en cours, pour nos personnels qualifiés "RENS état-major", grâce à l'action du CEERAT qui a maintenant pris sous sa responsabilité l'ensemble des formations qualifiantes de l'armée de terre, et se traduira à terme par un professionnalisme accru des personnels de la filière. Il se complète par l'expérience acquise en exercice et en opération, ce qui permet d'enrichir la réflexion. La bonne définition des expertises à détenir et des méthodes d'exploitation à employer reste, cependant, encore une ambition. Une des capacités humaines à développer, en tout cas, est celle à faire le tri entre l'essentiel et ce qui ne l'est pas dans un monde "surinformé". Son absence peut conduire les chefs à l'indécision ou à l'aveuglement face aux vrais problèmes.

Si le progrès est une des sources de cet afflux d'informations, il peut aussi contribuer à y apporter des solutions. Les flux d'information modernes sont, en effet, **de plus en plus, des flux électroniques**. La mise en place progressive de la NEB dans les forces en général, et ses applications spécifiques au renseignement en particulier, vont conduire à une multiplication

SIRPA TERRE



significative des débits arrivant dans un B2, ainsi que des volumes de renseignement de documentation qu'il devra utiliser pour son travail d'exploitation. Une part non négligeable de ces informations sera constitué par les informations de sources ouvertes, qui, pour comporter beaucoup de "bruit", constituent néanmoins de plus en plus une source significative de renseignement.

Les outils pour faire face à ces flux et ces stocks restent, en regard, significativement insuffisants, qu'il s'agisse d'applications de GED⁴ spécialisée ou d'application logicielles destinées à aider les B2 dans leur travail d'analyse. Les capacités attendues de SICF, y compris V3, restent très limitées, et ce que l'on peut attendre du "projet" SORA⁵ est, à ce jour et dans l'état actuel des prévisions budgétaires, difficile à cerner.

Une certaine expérience est acquise par les B2 de la FAT, et notamment par le CERT, dans le cadre de sa mission perma-

nente d'aide à la MCO des B2, en particulier grâce à l'expérimentation de l'application IDELIANCE, mais **de nombreuses actions restent encore à entreprendre pour disposer de capacités opérationnelles à la hauteur des besoins** qui se font jour.

Face à ce foisonnement de l'information électronique d'une part, à la nécessité de prendre en compte la lutte contre les menaces asymétriques, d'autre part, y compris une certaine participation à la lutte contre les actions terroristes, ce qui veut dire savoir rechercher les "signaux faibles", **avons-nous une ressource humaine adaptée au besoin en regard ?** Vraisemblablement pas. Là aussi, "la moisson [d'informations] est importante et les ouvriers peu nombreux". Nos B2 sont en effet fortement sollicités par les opérations en cours, au cours desquelles ils arment des G2 aux effectifs largement supérieurs à ceux prévus aux DUO de métropole, mais ne disposent pas de toutes les capacités et expertises souhaitées.

L'adaptation des capacités et des organisations

Ces évolutions profondes de cible et de métier doivent alors avoir **un impact sur les organisations**, lesquelles ne sont pas des "cathédrales" éternelles, mais des structures permettant à l'armée de terre de remplir sa mission au mieux. La fonction renseignement a effectivement bénéficié d'un **premier train de mesures à la suite de la revue de fonction de 2001**, dont les plus notables sont :

- l'extension du domaine de spécialité ;
- la création de cursus complets d'officiers renseignement, commençant dès la sortie des écoles de formation initiale ;
- la prise en compte de l'ensemble des formations du domaine renseignement par le CEERAT (Centre d'enseignement et d'études du renseignement de l'armée de terre), qui a acquis, à la rentrée 2005, sa structure d'équilibre ;

- La création du CERT au CFAT (Centre d'exploitation du renseignement terrestre).

Après la consolidation de ces acquis, qui devraient, à terme, représenter un progrès significatif en matière de professionnalisation des personnels du domaine, d'autres mesures seraient sûrement à étudier, d'autant que, sur de nombreux points, les évolutions de 2001 sont restées "au milieu du gué". Il y a donc place à diverses réflexions pour, soit poursuivre dans la voie entreprise, soit infléchir les évolutions entreprises à la lumière de l'expérience acquise.

Plus fondamentalement, il y a lieu de **réfléchir sur l'équilibre des capacités de notre armée au regard du cadre d'engagement le plus probable** et de se demander si cette recherche de "l'engagement de précision" ne doit pas conduire à une réduction des capacités consacrées à l'action de force, au profit d'un développement des capacités

consacrées au recueil des informations, qu'elles entrent dans le champ de ce que l'on appelle aujourd'hui la "recherche spécialisée" ou non, et surtout au profit d'un accroissement significatif de nos capacités de traitement de l'information et d'exploitation, **dans la perspective de mise en application du principe SAzR**, approuvé par la France tant au niveau terrestre qu'interarmées. Ceci est, naturellement, à placer dans le cadre des rééquilibrages de l'armée de terre permis / obligés régulièrement par les lois de programmation militaire (LPM).

Les nouvelles responsabilités du CEMA auront nécessairement **un impact dans ce domaine** car si une part du renseignement dont a besoin l'armée de terre est bel et bien du ressort de l'armée de terre, celle-ci d'une part contribue au renseignement interarmées, d'autre part bénéficie de sa production. L'exemple de nos alliés montre que différentes solutions sont possibles.

Sans attendre cette échéance, on peut déjà signaler, cependant, un domaine dans lequel des progrès sont possibles rapidement, à savoir celui de la **coopération avec les autres acteurs chargés de la défense de notre pays**. En effet, la diversification des menaces vers des menaces à caractère davantage "sécuritaire", c'est-à-dire celles que les forces de l'ordre et les "services" fréquentent régulièrement, implique peut-être à terme une évolution des métiers de l'armée de terre, mais demande, dès à présent, un renforcement de la coopération sur les théâtres d'opération :

- coopération entre armées ;
- coopération terre / DRM et terre / DPSD ;
- coopération armées / autres services du ministère ;
- coopération défense / autres ministères.

Une instruction du Ministre parue en janvier 2006 montre déjà la **voie à suivre** dans ce domaine.

Pour sa part, **l'armée de terre gagnerait à mener un travail de clarification de son besoin**, des limites de son métier en regard de ce qui doit rester du ressort d'autres acteurs, puis de définition de sa politique, avec la doctrine et les procédures qui en découlent, sans compter les équipements et les structures de coordination qu'elles impliquent parfois.

1 Drone de reconnaissance au contact, MSO prévue en 2007.

2 Surveillance, acquisition, reconnaissance et renseignement, correspondant au ISTAR de l'OTAN.

3 Bataillon de chars autonome.

4 Gestion électronique de documentation.

5 Système d'optimisation du renseignement de l'avant.

La fonction renseignement terrestre, attentive à l'évolution sensible des menaces qui peuvent frapper nos forces en opération, **a bien pris en compte les enjeux que cette évolution représentait au regard de son rôle dans l'engagement des forces terrestres**.

Selon les impulsions données régulièrement par l'EMAT, elle a entrepris **une évolution par étapes successives qui doit accroître sensiblement son efficacité à terme**. L'importance du défi ne diminue cependant pas et de nouvelles étapes semblent nécessaires à franchir pour concrétiser les réflexions qui se font jour ici ou là :

- pour être mieux en mesure d'apprécier l'environnement humain d'une opération, notamment comprendre et si possible prévoir la concrétisation de menaces diffuses ou à caractère aléatoire ;
- pour fournir en temps utile, et idéalement à terme, en temps réflexe, le renseignement au plus bas niveau où il est nécessaire ;
- pour développer l'intégration de la chaîne du renseignement, y compris avec l'interarmées, composante indispensable de la maîtrise de l'information ;
- pour accroître ses capacités au regard des besoins.

Par là, elle continuera à **apporter au chef interarmes les moyens lui permettant de conserver la liberté d'action dont il a besoin** pour accomplir une mission toujours plus complexe, dans un cadre d'engagement exigeant toujours plus de maîtrise de l'usage et de l'effet de la force.